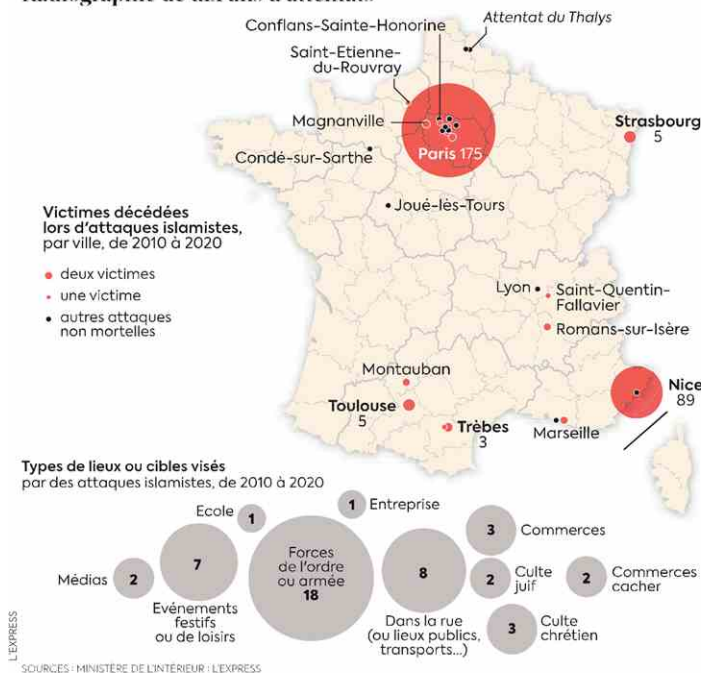




France SOCIÉTÉ

Radiographie de dix ans d'attentats



TERRORISME

Paris, Conflans, Nice : le nouveau visage de la menace

Le risque s'intensifie et s'élargit au-delà du terreau habituel : un djihadisme du « coin de la rue » émerge, qui pose un défi majeur aux services de renseignements et à la société.

PAR CLAIRE HACHE

Devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo* à Paris, près d'un collège de Conflans-Sainte-Honorine, dans une basilique à Nice... Trois attentats en moins d'un mois, des cibles symboliques visées, des modes opératoires glaçants allant jusqu'à la décapitation. Et, à chaque fois, les mêmes vagues de réactions se propageant dans la population, mélange de stupéfaction, d'indignation et de peur. La séquence terroriste islamiste que vit actuellement la France laisse un arrière-goût amer, comme un triste air de déjà-vu. Elle replonge le pays cinq ans en arrière, quand les attaques étaient très rapprochées et la menace, à son apogée. Pourtant, cette nouvelle série meurtrière diffère de la vague sanglante des années 2015 et 2016, notamment par le profil et les connexions de ses auteurs.

Finies, les attaques coordonnées et multisites de janvier 2015, les commandos envoyés depuis la zone irako-syrienne lors des attentats de novembre de la même année, et la longue liste de passages à l'acte terroristes qui ont suivi, à minima inspirés par la mouvance djihadiste, voire carrément téléguidés par des individus depuis le « califat ». Cette fois, à Paris, Conflans ou Nice, les assaillants semblent avoir agi seuls, en l'état actuel des investigations. Malgré un contexte très marqué d'appel au « djihad individuel » de la part d'Al-Qaeda depuis la rentrée, sur fond de republication des caricatures du Prophète Mahomet par *Charlie Hebdo*, qui ont entraîné des réactions épidermiques dans une partie du monde musulman, aucun ne s'est revendiqué à ce stade d'une organisation terroriste. Pas plus qu'un groupe djihadiste n'a assumé a posteriori la paternité de leur geste.

Une constante, même dans le cas de l'assassinat du professeur d'histoire Samuel Paty, et alors que plusieurs éléments auraient pu pousser son meurtrier, Abdoullakh Anzorov, dans ce sens. Comme l'a révélé *Le Parisien*, le jeune Tchétchène de 18 ans était en lien avec au moins deux djihadistes présents en Syrie. Des contacts « non opérationnels » visant surtout à « se faire valoir », nuance auprès de L'Express une source proche du dossier. Le fait est que, malgré ces échanges, le tueur n'a mentionné aucun groupe terroriste dans le texte qu'il a rédigé plus de quatre heures avant la décapitation de l'enseignant. Son geste barbare, il le justifie par une obsession,



celle d'une vengeance contre celui « qui a osé rabaisser Muhammad ».

La terminologie employée par les organisations djihadistes est à ce titre instructive. Quand Al-Qaeda au Maghreb islamique évoque Anzorov, au détour d'un long communiqué, elle le qualifie de « jeune musulman » (« Tuer celui qui insulte le Prophète est le droit de chaque musulman capable de l'appliquer ») et non de « combattant ». « Nous sommes face à des individus totalement déconnectés des organisations terroristes, c'est tout à fait nouveau », reconnaît Jean-Charles Brisard, président du Centre d'analyse du terrorisme (CAT). La dernière allégeance au groupe Etat islamique (EI) sur le territoire national remonte selon lui au printemps 2020, à Colombes (Hauts-de-Seine), où un homme a foncé avec son véhicule sur trois policiers au nom de l'EI. En Europe, la référence est bien plus récente : Daech a revendiqué l'attaque qui a fait au moins quatre morts le 2 novembre au soir à Vienne, en Autriche.

« La principale mutation concerne l'intensité de la menace, désormais à un niveau extrêmement élevé et violent », commente une source sécuritaire de premier plan. « La cristallisation autour des caricatures a créé une atmosphère propice à l'élargissement du spectre au-delà du "public djihadiste" habituel », estime de son côté le journaliste de France 24 Wassim Nasr, qui évoque – sous réserve de nouveaux développements des enquêtes – du « fanatisme religieux » de la part de ces assaillants. « Là, on touche à quelque chose qui est lié à la foi, sans dimension politique derrière. Or les Français ont du mal à comprendre le fait religieux, et encore plus qu'il puisse mobiliser des gens », poursuit l'auteur d'*Etat islamique, le fait accompli* (Plon). Zaheer Hassan Mahmoud, le ressortissant pakistanais qui s'en est pris à deux personnes devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo*, appartient ainsi à un groupe d'inspiration

soufie qui prône la non-violence mais... qui ne tolère aucun blasphème.

La France est-elle entrée dans une nouvelle ère post-Daech ? Autrement dit, cette série d'attaques rapprochées marque-t-elle un tournant dans la séquence terroriste à laquelle nous sommes confrontés ? « Paris, Conflans et Nice n'ont rien à voir avec la menace djihadiste constante, qui ne faiblit pas. Mais ce n'est pas l'un ou l'autre, les deux sont concomitants, ce qui est beaucoup plus grave », estime Wassim Nasr. Le tout dans une volonté déjà ancienne, théorisée par les terroristes, d'effacement de la « zone grise » dans laquelle vit la majorité des musulmans. Toute l'idée étant de détruire cet espace de coexistence entre les deux « camps » qui divisent le monde selon la rhétorique de Daech : l'organisation Etat islamique d'un côté et les « croisés » de l'autre. « On n'en est pas là, et il est dangereux de laisser croire qu'il y aurait une porosité et des glissements importants entre musulmans modérés, fondamentalistes et islamistes violents, rappelle une source haut placée. Certes, le cas de Conflans prouve que l'on peut passer d'un islam politique au terrorisme. Mais, dans les faits, c'est en réalité très rare. »

Une chose est sûre, le terrorisme du « coin de la rue », pour reprendre l'expression du maître de conférences en philosophie à Sciences po Paris Cyrille Bret, pose un défi majeur aux services de renseignement. Zaheer Hassan Mahmoud, Abdoullakh Anzorov et Brahim Issaoui – le tueur de l'église de Nice – sont tous les trois passés sous leurs radars. Aucune fiche S ni trace dans le fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste à leur actif. C'est une constante que l'on retrouve d'ailleurs dans les sept derniers attentats, rappelle le CAT. « Oui, c'est de plus en plus compliqué de déceler ces individus que nous ne connaissons pas. Mais il est toujours facile de réécrire l'histoire ensuite », tranche une source au sein des services de renseignement. ✱